

Contre la sélection pour le droit à l'éducation

Le point commun entre la réforme du bac, la sélection à la fac, les attaques contre le code du travail en 2016 avec la loi El Khomri et en 2017 avec les Ordonnances Macron ? La fin de nos conquêtes sociales, qui nous garantissent des droits et des protections collectives, pour

Le gouvernement Macron prétend que ses réformes sont une solution, alors que lors de ces dernières années les budgets des facs ont été réduits et le nombre d'étudiant-e-s a augmenté. C'est à cause de cette volonté politique de tailler dans les budgets que les facs ne peuvent pas accueillir tout le monde.

★ Des facs fermées aux classes populaires

Des lycéen-nes qui auront eu leur bac ne pourront pas rentrer à l'université et devront se tourner vers des boulots précaires, ubérisés, que les récentes attaques contre le Code du travail ont justement développés. Ou alors ils et elles iront dans des écoles sélectives et très chères, ce qui au final nuira aux plus pauvres. En licence, avoir la moyenne dans toutes les matières sera obligatoire pour avoir son année, ce qui sera impossible pour celles et ceux qui travaillent à côté.

Pour les étudiant-e-s et les lycéen-nes, ces réformes vont encore accentuer une sélection sociale déjà très présente, car elle sera dans la loi. **Avec le contrôle continu pris en compte pour le bac et la sélection, les lycéen-nes de quartiers populaires, et en bac pro ou techno, seront encore moins à entrer à l'université.** Les inégalités sociales et l'élitisme vont s'aggraver.

★ Des facs élitistes au service des patrons

Certaines facs prestigieuses seront réservées à l'élite, tandis que les filières considérées comme non rentables vont disparaître. Cette "excellence" vantée par le gouvernement, les présidents d'université, ce sont les filières qui sauraient "s'adapter au marché", répondre aux appels à projet, bref se soumettre aux intérêts économiques privés, aux patrons qui siègent d'ores et déjà dans les conseils d'administration des facs. Face à cette offensive, nous devons vanter notre propre idée "d'excellence" : celle d'une université émancipatrice, qui forme à l'esprit critique, enrichie de filières diverses. Refusons la hiérarchie qui tente de s'imposer entre les filières dites "d'innovation" et d'ingénierie scientifique d'un côté, et de l'autre les filières d'arts, de lettres, de sciences humaines et sociales.

Si les jeunes ne trouvent pas de travail, ce n'est pas parce que la fac ne serait "pas assez adaptée au monde de l'entreprise". Si le taux de chômage est trop élevé, c'est parce que le temps de travail est trop élevé – les syndicats SUD et CGT réclament la réduction du temps de travail à 32 heures avec embauches correspondantes pour créer 4 millions d'emplois en prenant sur les profits

mirobolants des actionnaires. Avec nos ami.e.s et nos familles, refusons les discours faciles sur le prétendu "trop plein d'étudiant.es" (alors que l'augmentation était prévisible depuis plus de 15 ans). Rappelons que ce gouvernement préfère mettre des milliards dans les JO 2024 ou d'autres grands projets inutiles, et pas pour les services publics.

★ Pour des facs ouvertes et émancipatrices !

Au lieu de cela, refusons l'hégémonie idéologique libérale, luttons pour des facs émancipatrices, autogérées par les étudiant-e-s, les enseignant-e-s et les personnel-les. **Facs ouvertes aux enfants d'ouvrier-e-s et des quartiers ! Facs fermées aux intérêts privés !**

C'est par les luttes collectives qu'on pourra résister et renverser la tendance ! **Contre les attaques du gouvernement, il faut convaincre le plus de monde possible. Appelons à des Assemblées Générales pour se réunir et décidons ensemble de bloquer, d'occuper et de faire grève.**